

Audience publique du 18 juin 2003

Recours formé par Monsieur ..., ...
contre deux décisions du ministre de la Justice
en matière de statut de réfugié

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 15925 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 30 janvier 2003 par Maître Véronique DE MEESTER, avocat à la Cour, assistée de Maître Daniel BOONE, avocat, tous les deux inscrits au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ..., demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation d'une décision du ministre de la Justice du 30 octobre 2002, lui notifiée le 11 novembre 2002, portant rejet de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée, ainsi que d'une décision confirmative du même ministre datant du 23 décembre 2002, intervenue sur recours gracieux ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 2 avril 2003 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 2 mai 2003 par Maître Véronique DE MEESTER au nom du demandeur ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions entreprises ;

Où le juge rapporteur en son rapport ainsi que Maître David MARIA, en sa plaidoirie à l'audience publique du 2 juin 2003.

Le 23 mai 2001, Monsieur ..., préqualifié, introduisit auprès du service compétent du ministère de la Justice une demande en reconnaissance du statut de réfugié politique au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New-York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « *la Convention de Genève* ».

En date du même jour, Monsieur ... fut entendu par un agent du service de police judiciaire, section police des étrangers et des jeux, de la police grand-ducale, sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg.

Monsieur ... fut entendu en date des 31 juillet et 6 août 2001 par un agent du ministère de la Justice sur les motifs à la base de sa demande d'asile.

Par décision du 30 octobre 2002, notifiée en date du 11 novembre 2002, le ministre de la Justice informa Monsieur ..., de ce que sa demande avait été rejetée comme n'étant pas fondée au motif notamment que malgré le caractère détaillé de son récit, ses allégations resteraient peu crédibles, qu'ainsi il serait peu convaincant qu'on l'aurait soupçonné d'avoir participé à une « casse », seulement parce qu'il aurait mis sa voiture à disposition du parti politique UFC et participé à quelques meetings, qu'il serait encore peu convaincant qu'il aurait été relâché en février 1999 et arrêté de nouveau en mai 1999 pour les mêmes faits et qu'il aurait été traduit devant le fils du président EYADEMA. Le ministre a ajouté à cet égard qu'il ressortirait de son passeport qu'il a quitté le Togo par la voie aérienne et qu'il serait difficilement concevable qu'il aurait pu quitter le pays de façon légale tout en ayant été recherché. Le ministre a relevé ensuite que si les activités dans un parti politique d'opposition peuvent justifier des craintes de persécution, il n'en résulterait pas automatiquement que tout membre actif ou non actif d'un parti d'opposition risque des persécutions de la part du pouvoir en place et que de plus, la simple appartenance à un parti politique ne serait pas suffisante pour accéder au statut de réfugié dès lors qu la personne concernée n'exerce aucune activité politique particulièrement exposée. Il relève à cet égard que Monsieur ... a indiqué lui même ne pas avoir eu de fonctions particulières au sein de l'UFC et qu'il y aurait lieu de souligner qu'il a déclaré avoir pu justement sortir de prison en février 1999 grâce à l'intervention de ce parti. Pour conclure que les motifs invoqués par Monsieur ... traduiraient plutôt un sentiment général d'insécurité qu'une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève, le ministre a en outre retenu que même à supposer les emprisonnements allégués comme étant établis, ils ne sauraient, en eux-mêmes, constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié puisqu'ils ne pourraient, à eux seuls, fonder une crainte justifiée d'être persécuté dans son pays d'origine du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses convictions politiques. Le ministre a relevé enfin qu'il ne ressortirait pas du dossier qu'il aurait été impossible à Monsieur ... de s'installer soit dans une autre région ou province du Togo, soit encore au Bénin ou au Ghana où il aurait déjà trouvé refuge.

Le recours gracieux formé par courrier de son mandataire du 11 décembre 2002 ayant été rencontré par une décision confirmative du ministre du 23 décembre 2002, Monsieur ... a fait introduire un recours en réformation à l'encontre des décisions ministérielles initiale du 30 octobre 2002 et confirmative du 23 décembre 2002 par requête déposée le 30 janvier 2003.

L'article 12 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire, instaurant un recours au fond en matière de demandes d'asile déclarées non fondées, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation qui est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, Monsieur ... fait exposer d'abord que si le Togo n'est pas actuellement en situation de guerre, il y aurait lieu de rappeler qu'en date du 13 janvier 1967, le général Gnassingbe EYADEMA a pris le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire au cours duquel le premier président de la République du Togo a été assassiné, que sous la pression du peuple et particulièrement des étudiants et des avocats une tentative de transition vers une démocratie multipartite s'est engagée en mars 1991, qu'après l'échec de la conférence nationale souveraine, le président EYADEMA fut élu en août 1993, les candidats d'opposition ayant boycotté les élections et que les forces armées togolaises et la gendarmerie nationale auraient la volonté délibérée de terroriser la population civile, surtout à la veille de grands rendez-vous électoraux, lorsque les autorités togolaises pressentiraient la volonté de changement au sein de la population, étant entendu qu'il en aurait été ainsi par

exemple lors de la manifestation pacifique de janvier 1993, et, plus récemment, lors du scrutin présidentiel de 1998. Quant à son cas personnel, Monsieur ... fait exposer qu'il aurait participé à plusieurs meetings du parti politique UFC (Union de Force pour le Changement), parti opposant au pouvoir actuel, et ce dès l'année 1998 avant même de devenir adhérent dudit parti depuis le 18 février 1999. Il signale avoir subi de nombreuses pressions et avoir fait l'objet d'un emprisonnement en raison de cette adhésion à l'UFC, ceci en dépit du fait de ne pas avoir revêtu de fonctions particulières au sein de ce parti politique, ces activités ayant consisté, d'après ses explications, à avoir rendu de menus services, notamment en louant sa voiture aux membres du parti et en prenant part à l'organisation de meetings. Il expose ensuite avoir été arrêté par la gendarmerie, emprisonné et relâché en février 2000, ainsi que d'avoir été arrêté et emprisonné à nouveau par le service de renseignement et d'investigation en mai 2000 pour avoir été libéré à nouveau le 28 juillet 2000, libération qui se serait néanmoins suivie de plusieurs menaces de la part d'un gendarme. Il critique la décision déférée en faisant valoir que les craintes par lui invoquées seraient nettement individuelles, de sorte que ce serait à tort que le ministre les a analysées en l'expression d'un sentiment général d'insécurité et que cette crainte trouverait son origine dans des motifs d'ordre politique pour être liée à ses convictions politiques et au fait qu'il serait militant du parti UFC et qu'il serait de ce fait perçu comme un danger par le régime actuellement en place.

Dans le cadre de son mémoire en réplique, le demandeur fait rectifier une erreur dans les faits tels que rapportés lors de ses auditions en dates des 31 juillet et 6 août 2001 en signalant que sa première arrestation aurait eu lieu non pas en août 1998, mais le même mois de l'année 1999 jusqu'au mois de février 2000. Il insiste en outre sur le caractère cohérent et crédible de son récit et verse à l'appui de ses déclarations un courrier datant du 24 janvier 2003 émanant d'un représentant de l'association « *Action des chrétiens pour l'abolition de la torture* ».

Le délégué du Gouvernement estime que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur et que le recours laisserait d'être fondé

Aux termes de l'article 1^{er}, section A, 2. de la Convention de Genève, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner* ».

En l'espèce, le ministre a retenu notamment à l'appui de la décision litigieuse qu'il ne ressortirait pas du dossier que Monsieur ... aurait été dans l'impossibilité de s'installer notamment au Bénin ou au Ghana où il aurait déjà trouvé refuge. Le ministre a ainsi retenu comme motif de refus la possibilité d'une fuite externe dans le chef du demandeur en ce sens que les éléments du dossier permettraient de conclure qu'il existe un autre pays d'accueil que celui choisi par le demandeur avec lequel l'intéressé aurait des liens suffisants pour être considéré comme présentant une alternative de fuite externe raisonnable.

Force est en effet de constater qu'il se dégage des déclarations du demandeur telles que relatées dans le rapport du service de police judiciaire du 23 mai 2001 et le rapport des auditions des 31 juillet et 6 août 2001 que Monsieur ..., avant de se déplacer vers la Belgique, a vécu en dernier lieu au Ghana à l'adresse indiquée « ... » et que sa compagne actuelle, la dénommée... , vit au Bénin ensemble avec deux des enfants du demandeur, de sorte que le ministre a valablement pu envisager l'existence d'une possibilité dans le chef du

demandeur de trouver également refuge dans un de ces pays, pour y avoir vécu respectivement lui-même, voire en raison du fait que des membres de sa proche famille ont apparemment pu s'y établir sans autre difficulté.

Dans la mesure où le demandeur, interrogé sur les raisons ayant fait que lui-même ne s'est pas établi au Bénin auprès de sa compagne et de ses enfants, est resté très succinct dans ses explications en ce qu'il a déclaré à cet égard qu'il ne se sentait pas en sécurité au Bénin sans pour autant étayer cette affirmation par le moindre élément concret ni dans le cadre de ses auditions, ni encore au cours des procédures gracieuse et contentieuse, il y a lieu de conclure que les faits à la base dudit motif de refus laissent d'être sérieusement ébranlés par les éléments avancés dans le cadre du recours sous examen. En effet, la seule précision apportée à cet égard par Monsieur ... dans le cadre de ses déclarations recueillies par un agent du ministère de la Justice est que trois jours après son départ en direction du Bénin un soldat togolais muni d'un fusil serait venu le menacer. Dans la mesure où ce dernier aurait cependant été arrêté d'après les déclarations mêmes du demandeur, cette précision porte au contraire à croire que les autorités en place au Bénin ont été d'un réel secours au demandeur, de sorte qu'au vu des éléments tels que fournis en cause, le ministre a valablement pu retenir le motif sous examen pour refuser de faire droit à la demande d'asile de Monsieur

Il se dégage des considérations qui précèdent que le recours en réformation n'est pas fondé.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement,

reçoit le recours en réformation en la forme,

au fond, le déclare non justifié et en déboute,

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 18 juin 2003 par:

Mme LENERT, premier juge,
M. SCHROEDER, juge,
Mme THOMÉ, JUGE

en présence de M. SCHMIT, greffier en chef.

SCHMIT

LENERT